

Collectif des Signataires  
de la lettre ouverte du 22 août 1988  
au Président du Burundi, le Major Pierre Buyoya

Lausanne, le 30 juillet 1996

p.a. Joseph-Martin Masabo  
13, chemin Malley  
1007 Lausanne

## **CONDAMNATION DU PUTSCH AU BURUNDI ET DEMANDE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE**

Citoyens burundais accueillis par la Suisse après avoir subi des persécutions politiques en 1988/89 sous le régime du Major Buyoya, qui vient d'aggraver la crise qui secoue notre patrie d'origine, le Burundi, par un nouveau coup d'Etat survenu le 25 juillet 1996, nous nous adressons à tous ceux qui nous lisent pour exprimer notre désapprobation et solliciter leur appui pour condamner ce coup de force.

Notre indignation contre ce putsch est due avant tout à son caractère humiliant, barbare et inacceptable sur le plan des droits civils et politiques d'un peuple. Elle est due aussi à l'intoxication qui accompagne ce coup de force un peu partout dans le monde, oeuvre de nostalgiques de l'ère dictatoriale qui présentent le Major putschiste comme l'homme de la situation.

Nous ne nions pas que cet homme ait pu à un moment donné céder aux pressions et accepter l'avènement au Burundi d'un régime pluraliste. Mais nous avons le devoir de rappeler qu'il ne l'a pas fait de gaieté de coeur et que les informations en notre possession indiquent même que de très lourdes présomptions pèsent sur lui-même et son entourage quant à leurs responsabilités dans la crise actuelle.

Ce coup est intervenu pour faire cesser deux menaces qui pesaient sur les criminels impunis. Car il y avait d'une part la publication prochaine du rapport d'enquête judiciaire commandé par les Nations Unies, rapport dans lequel ces responsabilités allaient probablement être clairement établies. D'autre

part, il y avait l'imminence d'une intervention internationale dont la finalité serait de faciliter le fonctionnement de la justice et favoriser la lutte contre l'impunité que les militaires ont institutionnalisée au Burundi et qui gangrène le pays. En faisant confiance au Major Buyoya, l'armée a trouvé en lui un allié objectif et un complice. Car tous les crimes perpétrés par cette même armée, comme son implication dans L'assassinat, en juin dernier, de trois délégués du CICR, visent à cacher la vérité. Cela vaut, à Buyoya, la condamnation de toute la Communauté internationale.

Le Collectif des Signataires de la lettre du 22 août 1988 vous prie :

- de condamner vigoureusement ce coup d'Etat;
- d'exiger le retour de la légalité et de la démocratie, seules voies susceptibles de rétablir L'ordre à plus long terme;
- d'exiger la publication des rapports d'enquête sur le putsch du 21 octobre 1993 qui permettront de démasquer les vrais responsables du calvaire des burundais depuis cette date;
- d'exiger un embargo total sur le Burundi jusqu'au rétablissement des institutions issues des élections démocratiques de juin 1993, ainsi que le recommande le Médiateur international, Mwalimu Julius Nyerere.

Le Collectif des Signataires de la lettre du 22 août 1988 remercie toute personne physique ou morale qui condamnera cet affront à la démocratie, à la dignité et aux droits de la personne humaine, qui risque de constituer un précédent grave dans la conduite des Etats et des peuples.

Pour le Collectif des Signataires

**Joseph-Martin MASABO**